

## **Multinationales : pour que droits humains et environnement soient respectés**

Chaque citoyen comprend que les coupables répondent de leurs actes là où ils les ont commis. Mais quand les responsables effectifs, ceux qui détiennent les décisions et les moyens financiers sont à des milliers de kilomètres, dans d'autres États, ce principe est inapplicable. Et de plus, quand les victimes sont mineures, sont affaiblies par les inhumaines conditions de travail, n'ont pas les moyens financiers pour mettre la justice en marche et que leurs dirigeants ont pris faits et causes en faveur des commanditaires, toute demande de réparation des dommages subis est impossible.

Cette injustice dure depuis trop longtemps. Un pays comme la Suisse, qui se targue d'être un champion du droit et de la justice, mais qui en même temps héberge des multinationales parfois non respectueuses des droits humains et de l'environnement, ne peut pas rester inactif.

L'initiative soumise au vote le 29 novembre impose aux sociétés multinationales qui créent des atteintes à l'environnement et aux droits de l'Homme d'assumer la responsabilité civile de leurs actes. Quiconque cause un dommage doit répondre de ses actes et l'initiative fixe des règles claires pour mettre un terme aux pratiques peu scrupuleuses, voire scandaleuses, de certaines multinationales. L'expérience a montré que les mesures volontaires, par exemple celles proposées par le contre-projet qui entrerait en vigueur si l'initiative est rejetée, ne suffisent pas à garantir que toutes les multinationales respectent les droits humains ou les standards environnementaux minimaux.

Le Parti chrétien social indépendant vous invite à accepter l'initiative pour des multinationales responsables.

**PCSI-Jura**